Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS N° 20128 - 77EME ANNÉE

Le message du second tour de la présidentielle est un nouvel avertissement à la classe dirigeante

Conférence territoriale élargie : les Réunionnais sont capables de décider ce qui est bon pour La Réunion

Le 24 avril, La Réunion a connu un tsunami politique au second tour de l'élection présidentielle. 40 % des électeurs ont refusé de voter, et les participants du scrutin ont décidé du résultat suivant : l'extrême droite en tête dans toutes les communes, 60 % des suffrages pour l'extrême droite, soit près de 20 points de plus qu'en France. Le ras-le-bol d'un système a conduit plus de 200.000 Réunionnais membres d'un peuple d'immigrés à voter pour l'extrême droite dont l'idéologie est à l'opposé des valeurs du peuple réunionnais. Pour sortir de cette crise, le PCR propose la concertation la plus large avec la Conférence territoriale élargie à toutes les forces vives.

En octobre 2017, deux semaines avant l'importation du mouvement des gilets jaunes à La Réunion, une délégation du PCR a remis à la ministre des Outre-mer une déclaration contenant une proposition : une Conférence territoriale élargie aux forces vives. La Conférence territoriale de l'action publique prévue par la loi se limite aux élus, le PCR souhaite que toutes les bonnes volontés, notamment les syndicats, les associations et les partis politiques puissent participer à la concertation. La Conférence territoriale élargie aux forces vives a également une mission spécifiquement réunionnaise : faire naître un projet de développement pour La Réunion, proposé et mis en œuvre par les Réunionnais. A charge à l'État d'adapter la loi si besoin est pour que les propositions puissent s'appliquer.

Lors d'une rencontre avec des élus à l'Elysée au sujet de la crise des gilets jaunes, Maurice Gironcel avait fait part de la proposition de la Conférence territoriale élargie au président de la République. Ce dernier avait fait part de son intérêt, indiquant en substance qu'il appartenait aux élus de se mettre d'accord pour aller plus loin.

Droit dans le mur

Après les gilets jaunes, La Réunion fut touchée depuis 2019 par l'importation d'une crise sanitaire due manifestement à la volonté de Paris de ne pas prendre les mesures qui s'imposaient pour empêcher le coronavirus d'entrer et de circuler dans notre île. Cette crise sanitaire a des conséquences économiques qui accentuent encore la crise sociale qui dure depuis des décennies à La Réunion.

Depuis l'an dernier, la hausse des prix des matières premières a contribué à l'inflation, elle s'est amplifiée avec la guerre en Ukraine qui a en plus des répercussions sur l'augmentation du prix du fret maritime. Une grande majorité de la population souffre de cette situation.

Pendant ce temps, les institutions ont continué à fonctionner comme si de rien n'était. La proposition d'une Conférence territoriale élargie n'a pas connu le commencement du début d'une mise en œuvre au

cours de ces 4 dernières années.
Dans ces conditions, il était évident que l'élection présidentielle allait être un moment d'expression du mécontentement. Le second tour a montré l'ampleur de la crise. 40 % des électeurs ont refusé de voter, et les participants du scrutin ont décidé du résultat suivant : l'extrême droite en tête dans toutes les communes, 60 % des suffrages pour l'extrême droite, soit près de 20 points de plus qu'en France. Le ras-le-bol d'un système a conduit plus de 200.000 Réunionnais membres d'un peuple d'immigrés à voter pour l'extrême droite dont l'idéologie est à l'opposé des valeurs du peuple réunionnais.

L'urgence d'agir

La volonté de changement est manifeste. Il est donc nécessaire de lutter contre les causes de cette crise. La Conférence territoriale élargie a le mérite de mettre les Réunionnais face à leurs responsabilités. Elle fait d'eux les acteurs des propositions à mettre en œuvre pour sortir de cette crise qui dure depuis des décennies.
N'est-ce pas ce que souhaitent les Réunionnais qui ont décidé d'exprimer leur mécontentement à l'occasion de cette élection présidentielle ?
Le système néocolonial mis en place pour préserver les intérêts de Paris a conduit le peuple réunionnais dans le mur. Qui d'autres que les Réunionnais sont-ils les mieux placés pour décider des mesures à appliquer pour qu'enfin La Réunion puisse aller sur la voie du développement, avec la fin du chômage de masse et de la grande pauvreté ?
Si le message du 24 avril n'est pas écouté, que restera-t-il alors comme moyen d'expression pour les très nombreuses victimes du néocolonialisme à La Réunion ?

M.M.

« Afors rode lo boute, étone pa si sé lo boute k'i trouv aou » : In kozman pou la route

Médame zé méssyé, la sossyété, koze èk mwin sé koze èk in kouyon, mé sé o pyé d'lo mir k'i trouv lo masson.

Mézami, souvan dé foi, kan wi antande demoune, ou lé a d'mandé si in pé i rode pa l'inpossib – anfin i rode pa lo boute, konm ni di dann kréol rényoné.

Mi rapèl l'avé in moune mwin téi fé travaye ali travay lékol, é in zour li té apré ésèye démontr in postula é kan mwin la di ali, zistoman sé in kékshoze lé pa néssésèr démontré, li lété konm in moune pèrdu. Pèrdu pars li té fine ariv o boute la shène é té pa possib alé pli loin. Pou kossa ?

Pars son rézoneman lété konmsa : alé o boute lo boute lo boute mé san rokonète momandoné lé pa possib alé pli loin. Néna sirman in pli loin, mé li lé inpossib pou trapé. Sa lé vré pou d'moune normal, sa lé vré pou bande savan, sa lé vré galman pou bande devin épi d'ote ankor. Wi pé rode lo boute san zamé trouvé.

Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

Guerre en Ukraine : Washington veut faire durer le conflit

Pour le gouvernement des Etats-Unis, l'affaiblissement de la Russie est une priorité. D'où une aide militaire massive à Kiev pour faire durer la guerre et retarder tout processus de paix.

Le général Lloyd Austin, secrétaire à la Défense des Etats-Unis, et Anthony Blinken, chef de la diplomatie de ce pays, ont rencontré le président de l'Ukraine. A cette occasion, ils ont réaffirmé la volonté du gouvernement américain de continuer à fournir massivement des armes aux militaires ukrainiens.

Lors d'une conférence de presse en Pologne après la visite, Lloyd Austin a déclaré que les États-Unis souhaitent voir « la Russie affaiblie au point qu'elle ne puisse plus faire le genre de choses qu'elle a faites en envahissant l'Ukraine ».

Ceci a amené le commentaire suivant de la part de Jonathan Beale, correspondant de la BBC en matière de défense : « M. Austin a maintenant clairement indiqué que les États-Unis ont leurs propres objectifs stratégiques dans cette guerre, même s'ils n'y participent pas en théorie. L'objectif est d'arrêter le président Poutine et d'affaiblir l'armée russe à un point tel qu'elle ne sera plus en mesure de menacer d'autres nations ».

Il semble évident que plus longtemps dure une guerre, plus les deux belligérants s'affaiblissent. L'une des deux parties, l'Ukraine, peut compter sur une aide sans limite de la part des pays de l'OTAN et d'Etats occidentaux et même de l'Union européenne. L'Ukraine peut aussi compter sur des mercenaires venus de l'étranger pour renforcer son armée. La fourniture d'armes permet en effet de remplacer les pertes matérielles. Pour sa part, la Russie ne peut compter que sur sa propre industrie et ses propres forces.

Dans ces conditions, plus longtemps le conflit durera, plus l'armée russe subira des pertes.

Washington veut donc faire de l'Ukraine un Verdun du 21e siècle. Quand en 1916, l'armée allemande avait lancé l'offensive sur Verdun, son objectif n'était pas d'emporter une victoire décisive mais d'obliger l'armée française à sacrifier des centaines de milliers de vie pour défendre la position stratégique qui était la clé du front. Il s'agissait donc d'affaiblir l'armée française.

Par l'armée ukrainienne interposée, le gouvernement des Etats-Unis suit une stratégie analogue pour défendre ses propres intérêts. Cette guerre se déroule en Europe, loin de son territoire. Et ses conséquences se font surtout ressentir en Afrique, compte-tenu de la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie. Or, la Chine est devenue le premier partenaire de l'Afrique et les conséquences de la guerre en Ukraine peuvent remettre en cause de nombreux progrès réalisés.

La stratégie exposée par le ministre de la Guerre des Etats-Unis va à l'encontre des efforts pour la paix. Elle mise sur une prolongation du conflit. Une telle stratégie aura d'importantes conséquences dans le monde y compris à La Réunion, compte tenu de la hausse des prix des matières premières et des aliments provoquée par la spéculation liée à l'état de guerre.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

In létinsèl va vnyabou mète dofé dann la savane !

Mézami, mi rapèl dann tan l'avé la savane dopi La Possesion ziska Tansalé é dann tan-la l'avé galman lo train vapèr. L'avé poin bonpé, mé tazantan l'avé lo train voiyajèr épi lo train marshandize... Aprésa l'avé lotorail. Mé mi rapèl bien kan zèrb la savane té rouz épi té sèk lété pa rar zétinsèl té i mète dofé dann la savane.

Pou kossa dofé téi pran ? Pars lo kondission lété bon pou fé parnde ali.

Dofé i pran kan bande kondission lé réini pou li pran. La sossyété lé parèye, mé la pa lo klima natirèl ni anparl. Ni anparl lo klima sossyal. Sa i sava, sa i vien, é momandoné tangaze i pète pars la sityassion lé pi siportab. Mé pi siportab-la, sa i désside pa par dékré, i désside pa dann liv an suivan in kode partikilyé. Par l'fète, mèm bande gran politolog i gingn pa prévnir si tèl lévénman, sansa in n'ote, i pé déklansh in gran dézorde sossyal.

Toute fasson mwin la fine oir bande gran politolog i anons pa arien par avans, mé ka n la finé pété, zot i étidyé lo pou kossa. Zot lé pa dovinèr biensir. Zot lé sinploman konstatère... Dann déssèrtin péi, in sinp laksidan dsi la route i pé provok in komansman d'révolission. Dann d'ote sé la fain tou sinploman, sansa la vi shèr, sansa bande traka l'admministrassion i mète demoune dodan k'i pé provok sa. Issi La Rényon nou la di sé lo sistème néokolonyalist ké l'apré pouss demoune a boute.

Yèr mwin la ékrir :

« Lo vré rézon, sanm pou mwin, é mon parti - sirtou bande gran dirijan nou l'avé l'ané 1959 - la fine di sa dopi lontan, sé pars nou néna in sistème lésploitassion k'i apèl lésploitassion néo-kolonyalist é k'i ral anou toultan déyèr. L'inégalité ? Sé li.L'inzistis ? Sé li. Lésploitassion ? Sé ankor li. La vi shère bazé dsi in sitème konsomassion li la inpoze anou ? Sé li. La pèrte nout shans ? Sé li touzour. La Mizère pou in bonpé ? Sé li galman. »

Mé pé s'fèr la pa lo sistème néo-kolonyalis an li mèm va provok lo boulvèrsman sossyal, mé in sinpe lévènman nora pétète in rapor do loin avèk lo sistème ké va provok ali. Mézami si ni sava aligne, inn apré l'ote, toute lo malkontantman lo pèp rényoné, nou va oir néna do koi fé pété. Mé pétète va pété, pétète i pète ar pa, pétète sé in sinp pti fé divèr.

Final de konte, in sinp létinsèli vienabou mète dofé dann la savane. Mi sava pa di dann kann mé kissa k'i koné.

Justin